

Questions orales

Nous avons parlé de programmes en cours et de programmes possibles. On rapporte que le département du Commerce des États-Unis menace d'examiner tout programme d'aide aux pêches offert par le gouvernement de Terre-Neuve afin de déterminer s'il s'agit de subventions déloyales. Nous savons d'expérience que l'industrie américaine de la pêche considère les programmes sociaux essentiels du Canada comme des subventions déloyales.

Le premier ministre peut-il dire à la Chambre quels programmes le gouvernement a envisagés mais n'a pas mis en oeuvre par crainte des mesures de représailles prévues dans l'Accord de libre-échange?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, nous savons que la députée s'intéresse de très près à la question parce qu'elle s'est rendue à Terre-Neuve en avion pour une séance de photographie de quelques heures il y a environ une semaine avant de repartir tout de suite après. Nous savons donc que la question l'intéresse au plus haut point.

En ce qui concerne les droits compensateurs, une étude effectuée aux États-Unis a permis de déterminer que les programmes sociaux tels que l'assurance-chômage qui s'appliquent aux pêches ne constituaient pas des subventions et n'étaient donc pas sujets à des mesures compensatrices. La députée fait fausse route encore une fois.

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, nous avons jusqu'ici entendu poser aujourd'hui de nombreuses questions très sensées sur l'avenir de la région atlantique et qui je pense préoccupe tous les députés. Compte tenu de la crise qui sévit dans la région atlantique, du besoin d'assistance immédiate—pas d'un rafistolage des vieux programmes, mais d'une assistance véritable qui donne aux gens l'assurance de pouvoir rester dans leur localité de l'Atlantique, je demande à nouveau si le premier ministre est personnellement disposé à agir dans ce dossier et à veiller personnellement à ce qu'on puisse s'attaquer immédiatement à cette crise?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, ce que je répons à mon honorable collègue, c'est que, bien entendu, je me suis occupé personnellement et très sincèrement de chercher à résoudre le problème tout à fait majeur des pêches de l'Atlantique.

Je rejette l'affirmation de la députée, qu'il s'agisse de là-bas ou d'ailleurs, celle voulant qu'il y ait une crise au

Canada atlantique. Il n'y a pas de crise au Canada atlantique.

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Il n'y en a pas.

M. Simmons: D'où sortez-vous, mon gars?

M. Peterson: John, vous êtes d'accord là-dessus? Êtes-vous d'accord, Crosbie?

Une voix: D'où sortez-vous, de Floride?

Une voix: Réveillez-vous et sortez de votre torpeur!

Des voix: Oh, oh!

M. Simmons: Qu'est-ce qu'il fume, John?

M. Mulroney: Il y a dans l'économie atlantique des secteurs importants, qui sont en plein croissance. La pêche, par contre, est en état de crise. Cela, nous le reconnaissons et nous l'avons dit à maintes reprises. Dans une publicité parue dans le *Financial Post*, en août, que je viens de lire, le premier ministre McKenna signalait que le Nouveau-Brunswick était en tête au Canada pour la croissance des investissements en 1989.

Si vous ne tenez pas compte des prophètes de malheur qui sapent la confiance des investisseurs, je pense qu'il est possible que le Nouveau-Brunswick et les autres provinces atlantiques viennent en tête au Canada, encore une fois, pour les investissements en 1990. Les éléments nécessaires sont là, malgré qu'il y ait effectivement, comme ma collègue le signale, une crise très grave dans la pêche.

Je demanderai à ma collègue de tenir compte du fait que, dans l'ensemble du Canada atlantique, les investissements des entreprises ont augmenté, estime-t-on, de près de 17 p. 100 l'an dernier.

Des voix: Règlement!

M. Mulroney: Les centres d'excellence en recherche et développement, qui sont si importants pour le Canada atlantique. . .

M. le Président: Je pense qu'il y aurait peut-être lieu de passer à la question suivante. Le député de Cape Breton—The Sydneys.

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Je n'arrive vraiment pas à croire que le premier ministre ait dit qu'il n'y avait pas de crise au Canada atlantique. Non seulement la pêche est-elle une industrie importante, mais c'est la seule industrie dans une grande partie du Canada atlantique. Des collectivités entières disparaîtront si nous n'agissons pas.